

RCS : DIJON  
Code greffe : 2104

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 00532  
Numéro SIREN : 409 867 942  
Nom ou dénomination : INEO INFRACOM

Ce dépôt a été enregistré le 04/08/2021 sous le numéro de dépôt 8733

Déposé au Greffe  
du Tribunal  
de Commerce  
de Dijon

le 04 AOUT 2021

sous le n° B

8733

## INEO INFRACOM

Société en nom collectif

72 avenue Raymond Poincaré

21000 DIJON

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

---

À l'assemblée générale de la société INEO INFRACOM

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INEO INFRACOM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €  
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
572 028 041 RCS Nanterre  
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

# Deloitte.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqué

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Balma, le 15 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Etienne ALIBERT

# **INEO INFRACOM**

Société en nom collectif

72 avenue Raymond Poincaré

21000 DIJON

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

## BILAN

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 546 391	1 440 713	105 678	2 068
Fonds commercial	8 955 868	5 944 841	3 011 026	307 359
Autres immobilisations incorporelles	6 000		6 000	6 000
Avances sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles</b>	<b>10 508 259</b>	<b>7 385 554</b>	<b>3 122 705</b>	<b>315 427</b>
Terrains				
Constructions	856 537	654 349	202 188	192 580
Installations techniques, matériel	8 652 512	5 974 777	2 677 735	1 790 229
Autres immobilisations corporelles	6 620 514	4 165 013	2 455 501	769 877
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles</b>	<b>16 129 563</b>	<b>10 794 139</b>	<b>5 335 424</b>	<b>2 752 686</b>
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	122 994	1	122 993	3 000
Créances rattachées à des participations				14 685 166
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 332 779		2 332 779	1 679 017
Autres immobilisations financières	253 312		253 312	199 133
<b>TOTAL immobilisations financières</b>	<b>2 709 085</b>	<b>1</b>	<b>2 709 084</b>	<b>16 566 316</b>
<b>Total Actif Immobilisé (II)</b>	<b>29 346 907</b>	<b>18 179 695</b>	<b>11 167 212</b>	<b>19 634 429</b>
Matières premières, approvisionnements	10 919 251		10 919 251	13 809 409
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>TOTAL Stock</b>	<b>10 919 251</b>		<b>10 919 251</b>	<b>13 809 409</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	242 119		242 119	54 589
Clients et comptes rattachés	132 245 934	284 556	131 961 377	107 875 834
Autres créances	93 866 952		93 866 952	43 905 705
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL Créances</b>	<b>226 355 005</b>	<b>284 556</b>	<b>226 070 449</b>	<b>151 836 128</b>
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	1 568 443		1 568 443	1 823 945
<b>TOTAL Disponibilités</b>	<b>1 568 443</b>		<b>1 568 443</b>	<b>1 823 945</b>
Charges constatées d'avance	444 386		444 386	71 487
<b>Total Actif Circulant (III)</b>	<b>239 287 084</b>	<b>284 556</b>	<b>239 002 528</b>	<b>167 540 968</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	1 206		1 206	
<b>Total Général (I à VI)</b>	<b>268 635 197</b>	<b>18 464 251</b>	<b>250 170 947</b>	<b>187 175 398</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>
Capital social ou individuel <span style="float: right;">dont versé : 104 160</span>	104 160	104 160
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....		
Ecart de réévaluation <span style="float: right;">dont écart d'équivalence</span>		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées <span style="float: right;">dont réserve des prov. fluctuation des cours :</span>	13	13
Autres réserves <span style="float: right;">dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :</span>		
<b>TOTAL Réserves</b>	13	13
Report à nouveau	69 502	52
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	7 195 334	7 169 482
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>7 369 009</b>	<b>7 273 707</b>
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)</b>		
Provisions pour risques	4 590 917	2 938 809
Provisions pour charges	12 875 557	7 460 259
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>	<b>17 466 474</b>	<b>10 399 068</b>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 115	
Emprunts et dettes financières divers <span style="float: right;">dont emprunts participatifs :</span>	13 214 166	
<b>TOTAL Dettes financières</b>	<b>13 216 281</b>	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	714 568	293 510
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 718 614	54 786 860
Dettes fiscales et sociales	51 088 401	40 634 777
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	69 941	60 526
Autres dettes	10 762 603	15 359 867
<b>TOTAL Dettes d'exploitation</b>	<b>132 354 126</b>	<b>111 135 541</b>
Produits constatés d'avance	79 743 453	58 367 081
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>225 313 861</b>	<b>169 502 622</b>
Ecart de conversion Passif (V)	21 604	
<b>TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)</b>	<b>250 170 947</b>	<b>187 175 398</b>

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	22 652		22 652	25 542
Production vendue biens	132		132	292
Production vendue services	334 560 706	240 948	334 801 654	321 430 734
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>334 583 490</b>	<b>240 948</b>	<b>334 824 438</b>	<b>321 456 569</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			18 651	12 000
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			4 250 296	2 965 777
Autres produits			1 193 101	1 878 506
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>340 286 487</b>	<b>326 312 852</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 461	1 418
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			3 032 625	-8030589
Autres achats et charges externes			245 608 178	243 267 065
Impôts, taxes et versements assimilés			4 799 003	4 280 360
Salaires et traitements			42 865 806	42 988 683
Charges sociales			25 681 581	24 678 909
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements Dotations aux provisions	1 061 456	705 972
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	122 583	265 796
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	5 005 174	4 838 640
Autres charges			181 837	200 692
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>328 359 705</b>	<b>313 196 946</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>11 926 782</b>	<b>13 115 906</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			607 000	1 139 243
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			151 021	90 244
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			27 983	29 200
Autres intérêts et produits assimilés			7 514	13 581
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>35 497</b>	<b>42 781</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			32 666	16 959
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>32 666</b>	<b>16 959</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>2 831</b>	<b>25 822</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>12 385 592</b>	<b>14 190 727</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT (suite)</b>	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 000	
Reprises sur provisions et transferts de charges		95 226
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>7 000</b>	<b>95 226</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	147 197	110 833
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	27 793	24 207
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>174 989</b>	<b>135 040</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)</b>	<b>-167 989</b>	<b>-39814</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 808 776	2 213 882
Impôts sur les bénéfices (X)	3 213 493	4 767 549
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>340 935 985</b>	<b>327 590 102</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>333 740 651</b>	<b>320 420 620</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>	<b>7 195 334</b>	<b>7 169 482</b>

## **ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

**Paragraphe Opérations Juridiques :**

La société INEO INFRACOM a fait l'objet d'une opération juridique de fusion par absorption de la société INEO DIGITAL en date du 31/12/2020 sans effet rétroactif.

Fusion de la société INEO Digital donnant lieu en rémunération des apports à une augmentation de capital de 19.925€ et à une prime de fusion de 182.065,37€.

**FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié la situation mondiale COVID-19 de pandémie. Les pouvoirs publics français ont décrété des mesures de protection et de confinement qui ont eu pour conséquence, outre les aspects humains, l'interruption d'une partie de nos activités au cours de l'exercice 2020.

En application de l'approche ciblée décrite par l'Autorité des Normes Comptables (Recommandations ANC du 24 juillet 2020), nous présentons ci-dessous les principaux impacts de la crise sanitaire sur le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2020.

La crise sanitaire et ses conséquences sur l'activité ont conduit la société à mettre en place des mesures compensatoires, en particulier :

- la mise en œuvre du chômage partiel : les sommes perçues au titre des remboursements de chômage partiel se sont élevées à : 940 015 euros
- l'achat d'équipement de protection individuelle des salariés pour un total de 833.491,83€.

Les effets de la crise sanitaire sur la situation de la société et ses perspectives d'avenir arrêtées par la Direction de la société dans le cadre du PMT (Plan Moyen Terme) élaboré sur les trois années à venir, restent circonscrits comme décrit ci-dessus. Par ailleurs, la société est filiale contrôlée du Groupe ENGIE, et à ce titre bénéficie de la convention de cash pooling conclue avec ENGIE FINANCE SA. Dans ce contexte, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à la date de l'arrêté des comptes clos au titre de l'exercice 2020.

**Paragraphe Changements de méthode comptable – Changement d'estimation :**

*Néant*

**EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

La crise sanitaire liée à la COVID19 continue de poursuivre ses effets au début de l'exercice 2021, et l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2020 reste réalisé dans un contexte incertain, rendant les projections et estimations plus complexes. A la date d'arrêté des comptes, la société estime que l'activité et la performance à court terme ne seront pas sensiblement impactés par les effets de la crise sanitaire.

Le prêt SNVD a été remboursé en Février 2021.

Un projet "Bright" de scission des activités de services non énergétiques, annoncée en 2020 dans le cadre d'une simplification du groupe, a été décidée par le conseil d'administration d'ENGIE SA.

ENGIE regroupera ainsi les activités issues d'ENGIE Solutions qui ne sont pas directement liées à l'énergie en créant "Bright". Sont ainsi concernées INEO SA et ses filiales.

# 1. Règles et méthodes comptables

## 1.1. Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux principes comptables généralement admis et en l'application des conventions générales et des adaptations professionnelles (avis du Conseil national de la comptabilité repris dans le règlement ANC n°2018-01 relatif au Plan Comptable Général) :

- permanence des méthodes comptables,
- prudence,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est faite selon la méthode des coûts historiques.

## 1.2. Principales méthodes utilisées

### 1.2.1. Méthode de calcul à l'avancement

La prise en compte du chiffre d'affaires et de la marge s'effectue selon la méthode de l'avancement des coûts de chaque chantier sur la base d'une prévision de résultat à fin d'affaires régulièrement actualisée.

Celle-ci tient compte des incertitudes et aléas techniques avérés pouvant intervenir dans la réalisation des travaux.

En application des règles de gestion interne définissant les critères de fiabilisation des budgets à terminaison, jusqu'au 31 décembre 2019, les affaires n'ayant pas atteint 20% d'avancement (calculé sur la base des dépenses) à la clôture faisaient l'objet d'une reconnaissance du chiffre d'affaires à hauteur des coûts cumulés encourus : la marge brute dégagée sur ces chantiers était ainsi neutralisée par la constatation d'un produit constaté d'avance ou d'un produit à recevoir suivant le cas.

A la suite d'analyses menées au cours de l'exercice 2020 et afin d'améliorer la qualité de l'information financière, à compter de l'exercice 2020, cette règle de gestion interne a évolué pour être remplacée par une approche individualisée de la fiabilité des marges à terminaison des affaires. La marge brute des affaires dont les prévisions à terminaison ne sont pas suffisamment maîtrisées et fiabilisées à la clôture annuelle, fait l'objet d'une neutralisation, le chiffre d'affaires étant dans ce cas reconnu à hauteur des coûts encourus.

Traitement comptable des provisions pour pertes à terminaison dans le cas de contrats déficitaires :

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée à hauteur de la perte future en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels. Cette provision est comptabilisée en provision pour risques et charges au passif du bilan.

Produits de réclamation :

Les produits de réclamation et compléments de prix de vente ('claims') non formellement acceptés par le client ne sont pas comptabilisés.

Pénalités de retard :

Les pénalités de retard dues aux clients sont constatées en diminution du chiffre d'affaires à terminaison sur les affaires.

## 1. Règles et méthodes comptables (Suite)

### 1.2.2. Traitement comptable des SEP et des GIE

#### - SEP gérées

La comptabilité des SEP gérées est désormais intégrée à 100% à celle du gérant. Le gérant enregistre les quotes-parts du résultat de la SEP revenant à ses coparticipants, en cas de bénéfice, au débit du compte 655 « Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun » (transferts de bénéfice aux non-gérants), en cas de perte, au crédit du compte 755 de même intitulé (transferts de perte aux non-gérants), par le crédit ou le débit des comptes courants des

Au 31 Décembre 2020, l'impact des comptes :

- de la SEP 1000 Caméras est nul. La SEP n'a plus aucune activité.

- de la SEP INFRACOM-DIGITAL-ISD est de 144 919 € comptabilisée dans les rubriques « bénéfice transféré » ce montant correspond au bénéfice transféré vers les partenaires DIGITAL & ISD.

#### - SEP non gérées

Les comptes des sociétés en participation non gérées ne sont pas intégrés au bilan et au compte de résultat. La quote-part de résultat revenant à INEO INFRACOM est comptabilisée dans les rubriques « bénéfice transféré » ou « perte transférée ».

-La quote-part de résultat revenant à INEO INFRACOM dans le partenariat avec SATELEC dans le cadre de la SEP "Maintenance des radars-2013" est comptabilisée dans les rubriques « perte transféré » pour un montant de -1 302€. Il s'agit de la quote-part sur le résultat 2019 pour -1 302 €.

-La quote-part de résultat revenant à INEO INFRACOM dans le partenariat avec SATELEC dans le cadre de la SEP "Maintenance des radars - MOF" est comptabilisée dans les rubriques « bénéfice et perte transféré » pour un montant de 601 784 €.

Il s'agit d'un complément de quote-part sur le résultat 2019 de -5 216 € ainsi que l'estimation de la quote-part de résultat 2020 de 607 000 €.

### 1.2.3. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition conformément aux règles comptables. Il n'y a pas eu de modification dans les méthodes d'évaluation.

Dans le cadre de l'application des règles sur les immobilisations (CRC 2002-10 et CRC 2004-06), la société n'a pas identifié de composant significatif. Concernant les durées d'amortissement, les durées appliquées reflètent la durée d'utilisation du bien et n'ont donc pas été modifiées au cours de l'exercice 2020.

Coût d'acquisition des immobilisations : préciser si les frais d'acquisition sont incorporés au coût d'acquisition. Les coûts d'emprunt, le cas échéant, ne sont pas significatifs et ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des

En application du règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015, les maïs techniques de fusion sont comptabilisés dans un compte spécifique par catégorie d'actif et sont amortis ou dépréciés selon les mêmes règles que l'actif sous-jacent auxquels ils sont rapportés.

## 1. Règles et méthodes comptables (Suite)

### 1.2.3.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

Nature	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1an
Fonds de commerce	linéaire	10 ans
Autres immo. incorporelles	Linéaire	3 ans

### Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur d'apport.

	Valeur	Date	Amortissement	Dépréciation
Divers	0.15 €		0.15 €	
Cession TECHNICOM	1.00 €	30/06/2003	1.00 €	
Cession VD COM	1.00 €	30/06/2003	1.00 €	
INEO Trois LACQS	1.00 €	19/12/2008	1.00 €	
HOUGUELEC	512 264.65 €	31/03/2009	256 132.15 €	
Achat à TF IDF : COMACHETA Téléphonie Française	570 000.00 €	01/07/2002		570 000.00 €
Acanthe	15 243.90 €	05/07/2001	15 243.90 €	
GTMH	1.00 €	01/10/2006	1.00 €	
INEO COM NETWORK	1.00 €	01/01/2004	1.00 €	
Telecom Management (CEGETEL)	500 000.00 €	01/02/2006	500 000.00 €	
ARES	5 316 876.27 €	01/10/2008	2 658 438.15 €	
ARES, Droits d'enreg.ts et honoraires	192 911.59 €	01/04/2009	96 455.80 €	
AIX ACANTHE PROVENCE	281 011.71 €	01/10/1996		281 011.71 €
ACANTHE RCS	10 518.98 €	01/10/1996		10 518.98 €
NICE ELECTROSON	30 489.80 €	09/12/1998		30 489.80 €
PASTOR TELECOM	21 037.96 €	03/02/2000		21 037.96 €
G F I	161 721.18 €	01/12/2001		161 721.18 €
FONDS DE COMMERCE LESAGE	15 000.00 €	01/05/2002		15 000.00 €
MILLAU BOISSIERE	22 867.35 €	01/11/2003		22 867.35 €
AGETEL	93 620.01 €	02/01/2001	93 620.01 €	
TELEPHONIE DROMOISE	464 176.68 €	28/02/2002	464 176.68 €	
FONDS COMMERCE EI RSI	1.00 €	30/11/2002		1.00 €
anjou tonalité	62 500.00 €	30/11/2002		62 500.00 €
EI RSI / DIS CHAMPAGNE	1.00 €	01/11/2002	1.00 €	
COM EST	97 946.77 €	01/01/2007	97 946.77 €	
Fds commercial TF Nord	587 673.58 €	01/01/1991		587 673.58 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 955 867.58 €</b>		<b>4 182 019.61 €</b>	<b>1 762 821.56 €</b>

## 1. Règles et méthodes

### Amortissement des fonds commerciaux et malis techniques affectés à fonds commerciaux :

En application du règlement ANC précité, les fonds commerciaux et malis techniques affectés à fonds commerciaux font l'objet d'un amortissement à compter du 1er janvier 2016 dans les comptes annuels de la société sur la base des principes suivants :

- l'actif incorporel est rattaché à des activités qui ont une durée de vie limitée compte tenu des évolutions de l'environnement concurrentiel, normatif, règlementaire ainsi que des innovations technologiques et

Par conséquent, et sur la base des arguments ci-dessus, la durée d'amortissement est fixée à 10 ans pour les fonds commerciaux et malis affectés à fonds commerciaux existant au 1er janvier 2016.

Les fonds commerciaux dont la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable font l'objet d'une dépréciation exceptionnelle. Cette dépréciation est déterminée par comparaison de la valeur nette comptable du fonds de commerce avec sa valeur actuelle. La valeur actuelle est estimée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir et leur valeur d'utilité.

### **Recherche et développement**

Les études et frais de recherche engagés par la société sont comptabilisés en charges compte tenu de leur nature.

#### **1.2.3.2. Immobilisations corporelles**

Les méthodes d'amortissement n'ont subi aucune modification par rapport aux exercices précédents.

Les modes d'amortissement retenus conformes à la législation fiscale et déterminés selon la durée de vie prévue sont les suivants :

Nature	Mode	Durée
Installations techniques	Linéaire	2 à 8 ans
Installations et agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire/Dégressif	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

#### *Dépréciation des immobilisations (le cas échéant) :*

Une dépréciation de certaines immobilisations corporelles est constatée compte tenu du fait que la valeur d'usage (préciser la méthode utilisée pour déterminer la valeur d'usage) des matériels concernés est inférieure à leur valeur nette comptable à la clôture de l'exercice.

Il n'y a pas eu de dépréciation en 2020.

Conformément aux articles 214-15, 214-18, 214-19 du Plan Comptable Général, pour permettre la déductibilité fiscale de la dépréciation, un transfert est effectué de la dépréciation en compte d'amortissement, à hauteur du montant définitivement acquis à chaque clôture. Le montant du transfert est égal à la différence entre le montant des dotations aux amortissements calculé sur la nouvelle base amortissable, et le montant des dotations aux amortissements qui aurait été comptabilisé en l'absence de dépréciation.

## 1. Règles et méthodes comptables (Suite)

### 1.2.3.3. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition.

Une dépréciation ramène celle-ci à leur valeur actuelle si elle est inférieure.

La valeur actuelle est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir et leur valeur d'utilité. Pour cela, la société est amenée à procéder à l'estimation des résultats futurs de ses filiales, à laquelle elle a porté une attention toute particulière, dans un environnement économique et financier qui rend difficile l'appréciation des perspectives d'avenir.

Les titres de participation minoritaire et les titres immobilisés de l'activité de portefeuille font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût historique.

Les valeurs d'utilité tiennent compte de la quote-part des capitaux propres.

Lors des cessions de titres de participation, il est fait application de la méthode FIFO.

### 1.2.4. Actif circulant

#### 1.2.4.1. Stocks et en cours

Les stocks de marchandises, de produits finis ou de produits intermédiaires sont valorisés à leur prix d'achat suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Ils sont dépréciés en fonction de leur valeur d'usage et de leur probabilité d'écoulement.

#### 1.2.4.2. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances litigieuses, contentieuses ou douteuses de par leur antériorité, font l'objet de dépréciation en fonction du risque de non recouvrement.

Conformément aux règles pratiquées dans le Groupe ENGIE INEO, des provisions sur créances clients sont comptabilisées selon une méthode statistique basée sur l'historique de non-recouvrement, ajustée individuellement pour les grands clients, clients export et publics au cas par cas des situations, litiges éventuels et négociations en cours. Cette dépréciation vient en complément de la dépréciation fondée sur la revue individuelle des créances clients.

#### 1.2.4.3. Charges constatées d'avance

Conformément à la règle d'indépendance des exercices, les charges se rapportant aux exercices 2021 et ultérieurs sont enregistrées dans ce compte.

## 1. Règles et méthodes comptables (Suite)

### 1.2.5. Passif

#### 1.2.5.1. Subventions d'investissements (le cas échéant)

Les subventions d'investissements sont enregistrées en capitaux propres au passif du bilan pour le montant de 0 euros.

#### 1.2.5.2. Provisions pour indemnités de fin de carrière

Type de régime : indemnités de fin de carrière

Les droits acquis par les salariés en activité donnent lieu à la constitution d'une provision pour charges au titre des indemnités de fin de carrière.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat mais sont étalés sur la durée résiduelle future de l'engagement en application de la méthode du corridor.

Cette provision est déterminée sur la base d'une évaluation actuarielle des différents paramètres retenus en la matière, minorée des sommes versées aux organismes spécialisés.

L'évaluation actuarielle est basée sur les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : 0,80%
- taux d'inflation : 1,80%
- taux d'augmentation annuel des salaires hors inflation :

CSP	$x < 50$	$x \geq 50$
Cadres	1.75%	0%
Non Cadres	0.50%	0%

- tables de mortalité : INSEE TH08-10/TF08-10

- taux de rotation du personnel en fonction de l'âge :

CSP	$x < 40$	$40 \leq x < 50$	$50 \leq x < 55$	$55 \leq x < 60$	$x \geq 60$
Cadres	9%	5%	3%	1%	0.20%
Non Cadres	9%	4%	2%	1%	0%

- âge constaté de départ à la retraite : 65 ans
- modalité de départ : 100% départs volontaires soit IFC = (IDR\*1.50) où le 1.50 représente la majoration due aux charges sociales estimées à 50%
- taux de rendement attendu des actifs de couverture (pour les sociétés concernées) : 0,80%

## 1. Règles et méthodes comptables (Suite)

### 1.2.5.3. Provisions pour médailles du travail

L'évaluation actuarielle de cette provision est basée sur les hypothèses suivantes :

- prime attribuée : 40 euros par année d'ancienneté dans le Groupe
- date d'entrée dans la vie active : Cadres 26 ans, Non Cadres : 22 ans

Si la date d'entrée dans la société est antérieure à cette date anniversaire, c'est la date d'entrée qui est retenue.

- taux d'actualisation : 0,80%
- taux d'inflation : 1,80%
- tables de mortalité : INSEE TH08-10/TF08-10
- taux de rotation du personnel en fonction de l'âge : cf hypothèses retenues pour IFC ci dessus
- âge constaté de départ à la retraite : 65 ans

### 1.2.5.4 Provision pour Gros

Néant

### 1.2.5.5. Autres Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour faire face à des risques potentiels ou à des charges à prévoir, conformément au Livre I Titre III chapitre II sur les passifs (Nouveau Plan Comptable Général).

### 1.2.5.6. Produits constatés d'avance

Conformément à la règle de l'indépendance des exercices, les produits se rapportant aux exercices 2021 et

### 1.2.6. Opérations en devises

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence éventuelle résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « comptes de régularisation ».

## 2. Identité de la société mère

Les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale (ou intégration proportionnelle ou mise en équivalence) dans les comptes consolidés de la société suivante :

### **INEO SA**

1 place Samuel de Champlain - 92400 COURBEVOIE

Ils sont également inclus dans les comptes consolidés du groupe ENGIE.

**DETAIL DE CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT**

### 3. Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	994 825		9 513 434	
	Terrains				
	Constructions	160 914			
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	630 799		64 824	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 521 594		3 167 572	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	1 712 870		1 587 206	
	Autres immobilisations corporelles	1 105 793		978 436	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 063 403		172 805	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>10 195 373</b>		<b>5 970 844</b>	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	14 688 166		119 994	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	1 878 150		721 940	
	<b>TOTAL (IV)</b>	<b>16 566 316</b>		<b>841 934</b>	
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>27 756 515</b>		<b>16 326 212</b>	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
		Virement	Cession		
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			10 508 259	
	Terrains				
	Constructions			160 914	
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			695 623	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			36 654	
	Installations générales, agencements, aménagements divers			3 300 077	
	Autres immobilisations corporelles			2 084 229	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 236 208	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL (III)</b>		<b>36 654</b>	<b>16 129 563</b>	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		14 685 166	122 994	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		14 000	2 586 090	
	<b>TOTAL (IV)</b>		<b>14 699 166</b>	<b>2 709 085</b>	
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>		<b>14 735 820</b>	<b>29 346 907</b>	

### 3. Immobilisations (suite)

#### Immobilisations corporelles et incorporelles

Ci-dessous la nature des immobilisation incorporelles

<i>Immobilisation Incorporelles</i>	<i>Valeur</i>	<i>Amortissements</i>	<i>Dépréciation</i>
<i>Licences</i>	1 552 391.41 €	1 440 712.92 €	
<i>Fonds de commerce</i>	8 955 867.58 €	4 182 019.61 €	1 762 821.56 €

Il n'est plus comptabilisé de dépréciation sur les immobilisations incorporelles.

#### Immobilisations financières

Les variations des titres de participation sont dues à la fusion

<i>Titres de Participation</i>	<i>Nb de titre détenu</i>	<i>Valeur au 01/01/2020</i>	<i>Apport Fusion</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur au 31/12/2020</i>
<i>INEO TERTIAIRE IDF</i>	5 401		119 993.00 €			119 993.00 €
<i>INEO SOLUTIONS DIGITALES</i>	1		1.00 €			1.00 €
<i>INEO INFRACOM ANDORRA</i>	100	3 000.00 €				3 000.00 €
<b>TOTAL</b>		3 000.00 €	119 994.00 €	0.00 €	0.00 €	122 994.00 €

Seul les titres INEO SILUTION DIGITAL sont dépréciés pour leur valeur total soit 1 €

Les variations des autres postes d'immobilisations financières s'analysent comme suit :

<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	<i>Valeur au 01/01/2020</i>	<i>Apport Fusion</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur au 31/12/2020</i>
<i>Créances rattachés à des participations</i>	14 685 166.00 €			14 685 166.00 €	0.00 €
<i>Autres Prêts (Effort Construction)</i>	1 679 017.23 €	460 745.46 €	193 016.00 €		2 332 778.69 €
<i>Dépôts &amp; Cautionnements versés</i>	199 132.86 €	64 703.94 €	3 475.00 €	14 000.00 €	253 311.80 €

## 4. Amortissements

<b>Cadre A</b>		<b>SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE</b>					
<b>Immobilisations amortissables</b>		<b>Début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Fin de l'exercice</b>		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		679 398	4 943 335		5 622 733		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre	134 025	8 389		142 415		
	Sur sol d'autrui						
Installations générales, agencements		465 107	46 827		511 934		
Installations techniques, matériels et outillages		3 731 365	5 255 303	8 861	8 977 807		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	1 541 323	617 494		2 158 817		
	Matériel de transport	570 309	265 347		835 657		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 000 558	169 982		1 170 540		
	Emballages récupérables et divers						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)</b>		<b>7 442 687</b>	<b>6 363 342</b>	<b>8 861</b>	<b>13 797 169</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>8 122 085</b>	<b>11 306 677</b>	<b>8 861</b>	<b>19 419 902</b>		
<b>Cadre B</b>		<b>VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES</b>					
<b>Immos</b>	<b>DOTATIONS</b>			<b>REPRISES</b>			<b>Fin de l'exercice</b>
	<b>Différentiel de durée</b>	<b>Mode dégressif</b>	<b>Amort fiscal exceptionnel</b>	<b>Différentiel de durée</b>	<b>Mode dégressif</b>	<b>Amort fiscal exceptionnel</b>	
Frais établissement							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Autres immobilisations :							
Installations techniques							
Installations générales							
Matériel transport							
Matériel bureau et info							
Emballages							
<b>CORPO.</b>							
Acquis. de titres	0						
<b>TOTAL</b>							
<b>Cadre C</b>		<b>Début de l'exercice</b>	<b>Augment.</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Fin de l'exercice</b>		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

## 5. Stocks

Nature	31/12/2020	31/12/2019
Matières premières, approvisionnements	10 919 251	13 809 409
En cours de production de biens		
En cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis		
Marchandises		
<b>Total valeur brute</b>	<b>10 919 251</b>	<b>13 809 409</b>
Dépréciation		
<b>Total valeur nette</b>	<b>10 919 251</b>	<b>13 809 409</b>

## 6. Valeurs mobilières de placement

néant

## 7. Disponibilités

Nature	31/12/2020	31/12/2019
Banque et concours bancaires courants	1 566 327	1 837 408
Caisse		
<b>Total</b>	<b>1 566 327</b>	<b>1 837 408</b>

## 8. Echéances des créances et des dettes

<b>Cadre A</b>	<b>Etat des créances</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A un an au plus</b>	<b>A plus d'un an</b>	
Créances rattachées à des participations					
Prêts		2 332 779		2 332 779	
Autres immos financières		253 312		253 312	
<b>TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>2 586 090</b>		<b>2 586 090</b>	
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances		132 118 482	131 343 721	774 761	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés		224 181	224 181		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		634 268	634 268		
Impôts sur les bénéfices					
Etat et autres collectivités Taxe sur la valeur ajoutée		13 248 033	13 248 033		
Autres impôts		1 848 314	1 848 314		
Etat - divers					
Groupes et associés		72 174 691	72 174 691		
Débiteurs divers		5 737 465	5 737 465		
<b>TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT</b>		<b>226 112 886</b>	<b>225 233 614</b>	<b>879 272</b>	
Charges constatées d'avance		444 386	444 386		
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>229 143 362</b>	<b>225 678 000</b>	<b>3 465 363</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
<b>Cadre B</b>	<b>Etat des dettes</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A un an au plus</b>	<b>A plus d'un an et de cinq ans</b>	<b>A plus de cinq ans</b>
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		2 115	2 115		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		13 214 166	13 214 166		
Fournisseurs et comptes rattachés		69 718 614	68 159 230	1 507 286	52 098
Personnel et comptes rattachés		6 435 397	6 435 397		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		10 042 527	10 042 527		
Impôts sur les bénéfices					
Etat et autres collectivités Taxe sur la valeur ajoutée		32 418 707	32 418 707		
Obligations cautionnées					
Autres impôts		2 191 770	2 191 770		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		69 941	69 941		
Groupes et associés		6 743 359	402 060	6 341 299	
Autres dettes		4 733 811	4 733 811		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		79 743 453	79 743 453		
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>225 313 861</b>	<b>218 972 561</b>	<b>6 341 299</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

## 8. Echéances des créances et des dettes (suite)

Les montants indiqués en créances incluent les créances rattachées à des participations (prêts aux filiales), les autres prêts ainsi que les créances sur les clients et les autres créances.

Les dettes de la société incluent les avances et acomptes reçus, les dettes financières, les dettes fournisseurs ainsi que les dettes fiscales et sociales et les autres dettes.

Effets de commerce :

*Préciser le montant des effets de commerce : effets à l'encaissement, effets à l'escompte le cas échéant*

Montant des effets remis à l'encaissement : 0 €

Montant des effets à recevoir : 3 532 €

Montant des effets remis à l'escompte : 0 €

Montant des VCOM (à recevoir) pour : 0 €

## 9. Comptes de régularisation

### Charges constatées d'avance :

Nature / Ventilation	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Achats non stockés	428 312		
Autre achats et charges externes	16 074		
<b>TOTAL</b>	<b>444 386</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Produits constatés d'avance :

Nature / Ventilation	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Avancement	79 743 453		
<b>TOTAL</b>	<b>79 743 453</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Écarts de conversion :

NATURE DES ECARTS	Montant ACTIF	Différence compensée par couverture de change	Provision pour perte de change	Montant PASSIF
Acomptes sur immobilisations				
Prêts				
Autres créances immobilisées				
Créances d'exploitation	1176		1176	
Créances diverses				
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	30		30	21604
Dettes sur immobilisations				
<b>TOTAL</b>	<b>1 206</b>	<b>0</b>	<b>1 206</b>	<b>21 604</b>

Le tableau ne concerne que les sociétés qui effectuent de nombreuses opérations en devises. À défaut, l'information peut être plus succincte.

10. Variation des capitaux propres

<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>Ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Distribution Dividendes</b>	<b>Affectation du résultat N 1</b>	<b>Apports et fusions</b>	<b>Clôture</b>
Capital social ou individuel	104 160					19 995	124 155
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....						182 065	182 065
Ecart de réévaluation							
Réserve légale							
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées	13						13
Autres réserves							
Report à nouveau	52			7 100 032	7 169 482		69 502
Résultat de l'exercice	7 169 482	7 195 334	7 169 482				7 195 334
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7 273 707</b>	<b>7 195 334</b>	<b>7 169 482</b>	<b>7 100 032</b>	<b>7 169 482</b>	<b>202 060</b>	<b>7 571 068</b>

## 11. Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2020	Valeur nominale
Actions ordinaires					
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales	6 944	1 333		8 277	15
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
<b>Total</b>	<b>6 944</b>	<b>1 333</b>		<b>8 277</b>	

INEO INFRACOM a procédé à une distribution de dividendes de 7 100 031.68 € suivant l'A.G du 30/04/2020.

## 12. Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	APPORT Fusion	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers						
Provisions investissements						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
- Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992						
Provisions implantation étranger après 1.1.1992						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
<b>TOTAL (I)</b>						
Provisions pour litige	818 577	1 541 729	146 900	168 499		2 338 706
Provisions pour garanties						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change		1 206				1 206
Provisions pour pensions	3 321 080	1 725 665	338 265			5 385 010
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien						
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	6 259 412	1 572 622	4 520 009	2 610 492		9 741 551
<b>TOTAL (II)</b>	<b>10 399 068</b>	<b>4 841 222</b>	<b>5 005 174</b>	<b>2 778 991</b>		<b>17 466 474</b>
Provisions sur immos incorporelles		1 762 822				1 762 822
Provisions sur immos corporelles		-3 003 030				-3 003 030
Provisions sur titres mis en équivalence						
Provisions sur titres de participations		1				1
Provisions sur autres immos financières						
Provisions sur stocks						
Provisions sur comptes clients	292 610	137 411	122 584	268 049		284 556
Autres provisions pour dépréciations						
<b>TOTAL (III)</b>	<b>292 610</b>	<b>-1 102 796</b>	<b>122 584</b>	<b>268 049</b>		<b>-955 651</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>10 691 679</b>	<b>3 738 426</b>	<b>5 127 758</b>	<b>3 047 040</b>		<b>16 510 823</b>
Dont dotations et reprises d'exploitation			5 127 758	3 047 040		
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles						
dépréciations des titres mis en équivalence						

### 13. Situation fiscale latente

Libellé	31/12/2020	31/12/2019
<b>Bases d'accroissement de la dette future d'impôt</b>		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'OPCVM		
Ecart de conversion Actif	1 206	
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
<b>Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt</b>	<b>1 206</b>	
<b>Bases d'allègement de la dette future d'impôt</b>		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	4 108 046	2 392 008
Participation des salariés	1 808 776	2 213 882
Effort construction		
Contribution sociale de solidarité	595 747	472 067
Autres risques et charges provisionnés	3 114 312	2 203 453
Ecart d'évaluation positif des titres d'OPCVM		
Ecart de conversion Passif	21 604	
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
<b>Total bases d'allègement de la dette future d'impôt</b>	<b>9 648 485</b>	<b>7 281 410</b>

## 14. Ventilation du chiffre d'affaires

<b>Ventilation du chiffre d'affaires</b>	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>	<b>Variation</b>
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	22 652	25 542	-11%
Production vendue biens	132	292	-55%
Production vendue services	334 801 654	321 430 734	4%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	334 583 490	321 187 643	4%
Chiffres d'affaires nets-Export	240 948	268 926	-10%
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>334 824 438</b>	<b>321 456 569</b>	<b>4%</b>

## 15. Résultat financier

Le résultat financier s'établit à 2 831 euros en 2020 contre 25 822 euros en 2019, soit une baisse de 22 991 €.

Cette variation est principalement due à

- une diminution des intérêts moratoires perçus (6 860€ en 2020 VS 11 235€ en 2019) de 4 375 €.
- une diminution des intérêts du prêt consenti à UTS (27 983€ en 2020 VS 29 200€ en 2019) de 1 217 €
- une diminution des intérêts cashpooling perçus (614€ en 2020 VS 2 346€ en 2019) de 1 732 €
- une augmentation des intérêts cashpooling (18 153€ en 2020 vs 6 401€ en 2019) de 11 752 €.

## 16. Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Pénalités, Amendes Fiscales et Pénales	163	
Rebranding	136 334	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 700	
Cessions d'immobilisations corporelles	27 793	7 000
<b>TOTAL</b>	<b>174 989</b>	<b>7 000</b>

**17. Charges à payer et produits à recevoir**

<b>Charges à payer</b>	<b>31/12/2020</b>
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	714 568
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	48 889 242
Dettes fiscales et sociales	13 425 538
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	38 493
<b>Total</b>	<b>63 067 841</b>

<b>Produits à recevoir</b>	<b>31/12/2020</b>
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	75 423 856
Personnel et comptes rattachés	22 465
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	626 857
Etat et autres collectivités publiques	
Autres créances	4 469 018
Disponibilités	
<b>Total</b>	<b>80 542 196</b>

## 18. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant Impôt	Impôt	Résultat après Impôt
Résultat courant	12 385 592	3 217 661	9 167 931
Résultat exceptionnel	-167 989		-167 989
Participation	-1 808 776		-1 808 776
Crédit impôt		-4168	4 168
Résultat comptable	10 408 827	3 213 493	7 195 334

La société est rattachée au groupe fiscal dont la société mère intégrante est ENGIE SA.

La convention d'intégration fiscale ne prévoit pas d'indemnisation en cas de sortie.

Conformément aux textes en vigueur, chaque société intégrée détermine son résultat fiscal et calcule l'impôt sur les sociétés comme en l'absence d'intégration fiscale. La charge d'impôt est enregistrée par la société intégrée, l'impôt sur les sociétés étant dû à la société intégrante. En cas de déficit fiscal de la société intégrée, l'économie d'impôt est un gain immédiat de la société intégrante.

## 19. Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	31/12/2020
<b>Engagements donnés (à détailler)</b>	
Avals, cautions et garanties	16 685 071
<b>A.Total engagements liés à l'exploitation</b>	<b>16 685 071</b>
<b>B.Total engagements liés au financement</b>	
<b>C. Total autres engagements donnés</b>	
<b>I.Total engagements donnés (A+B+C)</b>	<b>26 959 676</b>
<b>Engagements reçus (à détailler)</b>	
Avals, cautions et garanties	10 274 604
<b>II.Total engagements reçus</b>	<b>10 274 604</b>
<b>Engagements réciproques (à détailler)</b>	
<b>III.Total engagements réciproques</b>	



## 20. Rémunérations des dirigeants

En application de l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, nous ne mentionnons pas d'éléments de rémunération, cette information permettrait d'identifier la situation individuelle d'un membre des organes de direction.

## 21. Effectifs

La ventilation des effectifs moyens par catégorie est la suivante :

Catégorie	2020	2019
Cadres	401	225
Assimilés cadres	32	27
Employés, techniciens et agents de maîtrise	1 033	844
Ouvriers	182	167
<b>TOTAL</b>	<b>1 648</b>	<b>1 263</b>

L'effectif intérimaire moyen mis à disposition d'INEO Infracom pour l'année 2020 est de 431 ETP.

## 22. Crédit-bail

### Engagements de crédit-bail

Nature des opérations de crédit-bail	Immobilier	Mobilier	Total
Valeur des biens à la signature du contrat			
Amortissements de l'exercice			
Amortissements cumulés			
Redevances de l'exercice			
Redevances cumulées			

### Redevances restant à payer

Nature des opérations de crédit-bail	Immobilier	Mobilier	Total
A 1 an au plus			
De 1 à 5 ans			
A plus de 5 ans			
<b>Total</b>			

## 23. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe du groupe publiant les comptes consolidés. De ce fait, ils ne sont pas mentionnés dans l'annexe des comptes sociaux.

## 24. Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
<b>A. Renseignements détaillés(1) (2)</b>										
<i>Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)</i>										
INEO INFRACOM ANDORRA AVDA PRINCEP BENLLOCH 004, EDIFICI PRAT DEL SOLA, LOCAL 2 - AD200 ENCAMP - Andorre	3 000	75 783	100%	3 000	3 000			169 584	-2 890	
<i>Participations (10 à 50% du capital)</i>										
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.</b>										
INEO TERTIAIRE IDF 92-98 Boulevard Victor Hugo - 92110 Clichy	3 312 729	46 610	0.50%	119 993	119 993			139 653 389	1 061 124	21 496
INEO SOLUTIONS DIGITALES 86 Rue Henri Farman - 92130 Issy-les Moulineaux	200 000	-910 757	0.001%	1	0			6 587 998	175 250	
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ 8) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dans la monnaie locale d'opération.

## **INEO INFRACOM**

Société en nom collectif au capital de 124.155 euros

Siège social : 72 Avenue Raymond POINCARE –

BP 56614 – 21066 DIJON CEDEX

RCS DIJON : B 409 867 942

### **RAPPORT DE LA GERANCE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE EXERCICE 2020**

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2020 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Le rapport d'activité et les comptes présentés couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

**L'absorption de la société INEO Digital en date d'effet au 31/12/2020 par fusion sans effet rétroactif impacte la présentation bilantielle uniquement.**

#### **L'ACTIVITE DE LA SOCIETE EN 2020**

L'activité de la société Digital n'a pas été apporté du fait de la date de la fusion au 31/12/2020 sans effet rétroactif.

L'augmentation de CA par rapport à l'année dernière est significative. Elle provient :

- De nombreux contrats Réseaux d'Initiative Publique (Distribution de la fibre optique dans les zones rurales) (+11,8M€ par rapport à 2019)
- De l'activité FTTH (+5,1m€ par rapport à 2019)
- De l'activité radio (+3,2M€) (Obtention Marché Radio Grand Paris et Spider pour Orange)
- De l'activité Métiers de la route (+1,4m€ par rapport à 2019) (Obtention de marchés de covoiturage pour la Dirif)
- De l'activité Vidéoprotection / Sureté (+7,2M€) (Obtention de plusieurs marchés de sureté avec Eutelsat par ex)

Dans ces conditions, Ineo Infracom a dégagé un Chiffre d'Affaires de 334.824.441 € H.T soit une augmentation de 4.17% par rapport à 2019.

Il inclut le chiffre d'affaires de la Sep INEO INFRACOM PVPP pour un montant de 5.601.406 € HT

## **SECURITE**

L'indicateur du taux de fréquence se dégrade à fin 2020 et il est en augmentation par rapport à l'année dernière puisqu'il s'élève à 6.76 contre 4.30 en 2019. En ce qui concerne le taux de gravité il atteint 0.38 en 2020 contre 0,19 en 2019 . Le taux de fréquence reste malgré tout meilleur que la moyenne de la profession et des travaux extérieurs

## **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

La Recherche et Développement est devenue pour INEO INFRACOM une activité clé permettant d'anticiper les développements technologiques et proposer des produits et systèmes les plus innovants et performants par rapport aux attentes des clients.

Les actions entreprises en 2020 ont porté sur de nouveaux projets de R&D liés aux Smart Cities (projets d'hypermision de sécurité, de sécurisation de parc Vélo et de détection de situation de covoiturage).

## **COMPTES DE L'EXERCICE 2020**

Le chiffre d'affaires s'élève à 334 824 441 €.

Le compte de résultat fait ressortir un résultat, après impôt et participation, de 7.195.334 € qui se décompose :

D'un résultat d'exploitation de	, 11 926 782 €
D'opérations faites en commun	455 979 €
D'un résultat financier	2 831 €
Et d'un résultat exceptionnel de	-167 989 €

La participation des salariés s'élève à 1 808 776 € et l'impôt sur les sociétés est une charge de 3 213 493 €

### **Information sur les délais de paiement**

Conformément aux dispositions de l'article L.441-6-1 du code de commerce introduites par la loi n°2008-776 du 4 août 2008, une information sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients de la société devra être présentée sous la forme d'un tableau.

De même, par application de l'article D.441-4 modifié du code de commerce, ledit tableau devra détailler soit le nombre et le montant total des factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (option 1), soit le nombre et le montant cumulés des factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (option 2). Ces montants seront ventilés par tranches de retard et présentés soit toute taxe comprise soit hors taxe.

Vous trouverez ci-dessous le tableau présenté selon les modalités de l'option1, en HT

#### Répartition par activités (% de l'activité totale)

Répartition CA / Type d'Activité	2020	2019	2018
- Réseaux télécom ouv radio	4,5%	3,7%	3,7%
- Vidéo Protection	14,0%	12,3%	12,7%
- R. FTTH	20,6%	19,7%	19,0%
- Smart Metering	1,6%	2,6%	2,9%
- Gestion de la route	4,4%	4,1%	4,6%
- Télécom Ferroviaire	2,6%	3,1%	3,1%
- R.Télécoms fibre optique	7,8%	8,3%	8,6%
- Réseau d'initiative publique	23,0%	20,1%	15,9%
- Négo Radio	0,2%	0,2%	0,1%
- Carto-cible	19,0%	21,1%	24,7%
- Négo FTTH	0,9%	1,5%	1,1%
- P.Télécoms multisupp	1,3%	3,4%	3,7%

#### Répartition par type de clients (% de l'activité totale)

Répartition CA / Type Client	2020	2019	2018
- Administration Bureau	31,40%	30,07%	27,28%
- Infrastructures	67,00%	69,11%	70,44%
- Industrie manufacturières	0,20%	0,28%	0,25%
- Service collectifs / Accueil	0,20%	0,21%	0,22%
- Défense	0,10%	0,08%	0,04%
- Energies nouvelles		0	0
- Industrie et services	1,10%	0,25%	1,77%
- Divers particulier		0	0
	100%	100%	100%

#### **QUALITE**

Dans le cadre de la certification ISO 9001v2015, la société a fait l'objet d'un audit de surveillance réalisé par AFAQ AFNOR, ayant relevé une non-conformité mineure portant sur les vérifications des appareils de mesure ainsi que des matériels de travaux. La certification ISO 9001v2015 a été confirmée à l'issue de cet audit.

Dans le cadre des certifications NF Service et APSAD de services d'installation et de maintenance de systèmes de Détection d'intrusion (Catégories ABC), de Vidéosurveillance et de Contrôle d'accès, avec mention Cybersécurité pour chacune, la société a fait l'objet d'audits de suivi réalisés par CNPP Certification au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Les certifications NF Service et APSAD ont été renouvelées à l'issue de ces audits.

Article D. 441 - I. : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Montants en €	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total 1 jour et +
<b>(A) tranches de retard de paiement</b>						
Nombre cumulé des factures concernées	3 054					1 658
Montant cumulé des factures concernées HT	32 510 725	4 851 351	3 388 313	2 175 441	1 614 210	12 029 315
Pourcentage du montant total HT des factures reçues dans l'année	9%	1%	1%	1%	0%	3%
<b>(B) Factures Exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées</b>						
Nbre de factures exclues	88					
Montant total des factures exclues HT	104 653					
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels : Cf. onglet BW Data 3					

Article D. 441 - I. : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total 1 jour et +
<b>(A) tranches de retard de paiement</b>						
Nombre cumulé des factures concernées	5 468					673
Montant cumulé des factures concernées HT	13 465 142	1 973 718	38 693	41 038	117 460	2 160 109
Pourcentage du montant total HT des factures reçues dans l'année	6%	1%	0%	0%	0%	1%
<b>(B) Factures Exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées</b>						
Nbre de factures exclues	470					
Montant total des factures exclues HT	1 461 636					
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels : Cf. onglet BW Data 3					

## **CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE**

Néant

## **CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE**

Suppression de la neutralisation des affaires de moins de 20%.

## **LE PERSONNEL**

Les effectifs moyens de la société Infracom (seule) sont passés de 1 265 au 31 décembre 2019 à 1 320 au 31 décembre 2020

et se décomposent de la façon suivante :

Total	Cadre	ETAM	Ouvrier
1320	242	903	175

Du fait de la fusion, les effectifs moyens sont de 1 636 et se décomposent comme ci-dessous

Total	Cadre	ETAM	Ouvrier
1636	388	1066	185

## **INFORMATION RELATIVE AUX SUCCURSALES EXISTANTES**

La société dispose de 43 établissements :

72 Avenue Raymond Poincaré 21000 Dijon 409 867 942 00016 RCS Dijon	Immeuble Le Nanteuil - 11 Av de l'île Saint Martin 92000 Nanterre 409 897 942 00826 RCS Nanterre
Font de la Banquière 34970 Lattes 409 867 942 00818 RCS Montpellier	Rue de l'Echaillon 38430 Moirans 409 867 942 00800 RCS Grenoble
16 Rue de la Boulaie 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray 409 867 942 00792 RCS Rouen	Rue du Choumois ZAC 25870 Châtillon le Duc 409 867 942 00784 RCS Besancon
103 Bld de Charonne 75011 PARIS 409 867 942 00776 RCS Paris	539 Rue Bernard Palissy 40990 Saint-Paul-lès-Dax 409 867 942 00768 RCS Dax
Zone Industrielle du Libraire 24100 Bergerac 409 867 942 00750 RCS Bergerac	16 Route de la Valeille 42110 Feurs 409 867 942 00743 RCS Saint-Etienne
10 Bld André Lassagne 69530 Brignais 409 867 942 00735 RCS Lyon	42 Chemin du Moulin Carron - BAT C 69130 Écully 409 867 942 00727 RCS Lyon
1 Rue de la Gravette - ZA de Terrefort 47240 Lafox 409 867 942 00719 RCS Agen	ZE de la Touche - La Pigardière 16560 Anais 409 867 942 00701 RCS Angouleme
137 Rue de Hyères ZAC de la Millone 83140 Six-Fours-les-Plages 409 867 942 00693 RCS Toulon	55 Rue de la Combe du Meunier ZAC de Castellás 11100 Montredon des Corbières 409 867 942 00685 RCS Narbonne

7 Rue Georges Guynemer Zone Artisanale de Mescoden 29260 Ploudaniel 409 867 942 00677 RCS Brest	Voie de la Zone Industrielle 85210 Sainte-Hermine 409 867 942 00669 RCS La Roche-sur-Yon
27 Rue Maurice Gunsbourg 94200 Ivry-sur-Seine 409 867 942 00651 RCS Créteil	16-18-20 Rue Jules Vanzuppe 94200 Ivry-sur-Seine 409 867 942 00644 RCS Créteil
1 Rue de Villecholles 02490 Vermand 409 867 942 00636 RCS Saint-Quentin	Lieu-dit Peyrard 43700 Saint-Germain-Laprade 409 867 942 00628 RCS Le-Puy-en-Velay
ZA Les Coupilles 46320 Livernon 409 867 942 00610 RCS Cahors	12 Rue Marie Marvingt 51100 Reims 409 867 942 00602 RCS Reims
566 Rue Le Corbusier 30000 Nîmes 409 867 942 00206 RCS Nîmes	16 Rue Raymond Berger 97224 Ducos - Martinique 409 867 942 00586 RCS Fort-de-France
325 Rue Maryse Bastié 69140 Rilleux-la-Pape 409 867 942 00578 RCS Lyon	Rue Thomas Edison - ZI de Jarry 97122 Baie-Mahault 409867 942 00560 RCS Pointre-A-Pitre
23 Rue des Marlières - CS 20061 59170 Avelin 409 867 942 00552 RCS Lille Métropole	700 Rue Jean Prouvé 54170 Fleville Devant Nancy 409 867 942 00545 RCS Nancy
40 Rue Hélène Boucher 69140 Rilleux-la-Pape 409 867 942 00537 RCS Lyon	5 Rue Lavoisier 21600 Longvic 409 867 942 00511 RCS Dijon
171 Route d'Orléans 45140 Ingre 409 867 942 00503 RCS Orléans	2 Bis Route de Lacourtenourt 31150 Fenouillet 409 867 942 00495 RCS Toulouse
Rue Marguerite Perrey 77127 Lieusaint 409 867 942 00461 RCS Melun	241 Rue Paul Gidon 73000 Chambéry 409 867 942 00412 RCS Chambéry
5 Rue Ampère 44240 La Chapelle sur Erdre 409 867 942 00404 RCS Nantes	24 Boulevard de l'Europe - ZI 13742 Vitrolles 409 867 942 00396 RCS Salon de Provence
511 Rue Henri Laugier - ZI des Trois Moulins 06600 Antibes 409 867 942 00370 RCS Antibes	30 Rue de la Poudrette 69627 Villeurbanne 409 867 942 00362 RCS Lyon
90 Rue du Clos St Nicolas - ZI Courtine 84000 Avignon 409 867 942 00024 RCS Avignon	ZI La Palu - Avenue du Docteur Schinazi - Cidex 112 33083 Bordeaux Cedex 409 867 942 00065 RCS Bordeaux
1 Rue de l'Industrie 67640 Fegersheim 409 867 942 00040 RCS Strasbourg	

### **INFORMATION RELATIVE AUX PRETS INTERENTREPRISES**

Société bénéficiaire : INEO UTS a remboursé en octobre 2020 le prêt consenti le 18 Janvier 2017 pour un montant de 14.600.000 €.

Du fait de la fusion, Infracom devient bénéficiaire d'un prêt souscrit le 17 Décembre 2018 à SNVD (Société Nouvelles des Etablissements Jules VERGER & DELPORTE) pour un montant de 13.000.000 €.

## **INVESTISSEMENTS**

L'essentiel des investissements 2020 a été consacré aux installations générales et au renouvellement d'outillages et de matériel de bureau et informatique pour un total de 2 542 315 €

Du fait de la fusion la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles augmente de 12.941.962,38€ en valeur brute sous déduction des amortissements pratiqués à hauteur de 7.242.191,35 soit une valeur nette de 5.699.771,03 €

La dotation aux amortissements est de 1 061 456 € dans le compte de résultat d'Infracom.

## **PERSPECTIVES DE LA SOCIETE EN 2020**

Le carnet de commandes Infracom au 31 décembre 2020 s'élève à 151.6 M€ HT contre 130 M€ HT au 31/12/2019.

Le carnet de commandes Digital apporté au 31/12/2020, s'élève à 58,9 M€ HT contre 70,3M€ au 31/12/2019

## **DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE**

La société effectue des travaux d'installations et peut aussi participer aux études de conception dans son domaine d'expertise. Les revues d'affaires mensuelles permettent de suivre les aléas et les estimations à terminaison, et de prendre en compte les risques éventuels (pénalités de retard, augmentation des coûts, écart de performance ...). La société établit également des revues de comptes trimestriels, et met régulièrement en œuvre des outils de reporting, de façon à prendre le plus rapidement possible les mesures adéquates.

La société est également exposée aux risques de défaillance de ses contreparties (clients, fournisseurs). Ces risques sont gérés via des mécanismes standards de garanties, et les activités opérationnelles peuvent donner lieu à des prépaiements et à des procédures de recouvrement adaptées.

## **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS L'EXERCICE**

**Absorption de la société INEO Digital en date d'effet au 31/12/2020 par fusion sans effet rétroactif.**  
Impact sur la présentation bilantielle uniquement

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié la situation mondiale COVID-19 de pandémie. Les pouvoirs publics français ont décrété des mesures de protection et de confinement qui ont eu pour conséquence, outre les aspects humains, l'interruption d'une partie de nos activités au cours de l'exercice 2020.

Ainsi, la crise sanitaire et ses conséquences sur l'activité ont conduit la société à mettre en place des mesures compensatoires, et ce tel que décrit en annexe du bilan.

De même, les effets de la crise sanitaire sur la situation de la société et ses perspectives d'avenir arrêtées par la Direction de la société dans le cadre du PMT (Plan Moyen Terme) élaboré sur les trois années à venir, restent circonscrits comme décrit ci-dessus. Par ailleurs, la société est filiale contrôlée du Groupe ENGIE, et à ce titre bénéficie de la convention de cash-pooling conclue avec ENGIE FINANCE SA. Dans ce contexte, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à la date de l'arrêté des comptes clos au titre de l'exercice 2020.

Enfin, la crise sanitaire liée à la COVID19 continue de poursuivre ses effets au début de l'exercice 2021, et l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2020 reste réalisé dans un contexte incertain,

rendant les projections et estimations plus complexes. A la date d'arrêté des comptes, la société estime que l'activité et la performance à court terme ne seront pas sensiblement impactés par les effets de la crise sanitaire.

### **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT**

Le prêt SNVD a été remboursé en Février 2021.

Un projet "Bright" de scission des activités de services non énergétiques, annoncée en 2020 dans le cadre d'une simplification du groupe, a été décidée par le conseil d'administration d'ENGIE SA.

ENGIE regroupera ainsi les activités issues d'ENGIE Solutions qui ne sont pas directement liées à l'énergie en créant "Bright". Sont ainsi concernées INEO SA et ses filiales.

### **INTEGRATION FISCALE**

La société fait partie, pour l'exercice 2020, du groupe d'intégration fiscale dont la société de tête est ENGIE.

### **AFFECTATION DU RESULTAT**

Des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ressort

Un bénéfice net après impôts de	7 195 333.71 €
Augmentée du report à nouveau	69 502.23 €
Fait ressortir une somme disponible de	<u>7 264 835.941 €</u>

Nous vous proposons la répartition suivante aux actionnaires avant fusion.

Dividende de l'exercice Versé aux 6944 parts sociales	7 264 805.67 €
Le solde à reporter en à nouveau	30.27 €

Si vous approuvez cette répartition, le dividende de l'exercice 2020 s'élèvera à 1 046.20 € par part sociale. Ce dividende n'ouvre plus droit à aucun avoir fiscal.

Nous vous rappelons ci-après les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre de Parts	Dividende par part	Abattement fiscal
2019	6944	1 022.47 €	Néant
2018	6944	1 036.86 €	Néant
2017	6944	978.52 €	Néant
2016	6944	947.87 €	Néant

## Structure de l'actionariat

Suite à la fusion INFRACOM – DIGITAL les actionnaires sont :

Société	Nombre de parts sociales
INEO SA	6996
SETES SAS	1
SNVD	1280
TOTAL	8277

Pour mémoire, ci-dessous la répartition avant fusion

Société	Nombre de parts sociales
INEO SA	6943
SETES SAS	1
TOTAL	6944

## **MISE EN PLACE DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Afin de répondre à ses obligations découlant du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, Ineo a mis en place le 7 février 2019 une politique sur la protection des données à caractère personnel.

Cette politique définit la gouvernance, les principes, ainsi que la mise en œuvre de la protection des données personnelles au sein d'INEO SA et de ses filiales.

Elle prévoit notamment par chaque filiale :

- la désignation d'un Correspondant Data Privacy Manager (CDPM),
- la tenue des registres des traitements des données,
- une analyse dès la phase initiale du projet (dite phase de prise en considération), puis en phase d'étude au travers de la procédure dite « d'Intégration De la Sécurité dans les Projets » (IDSP),
- et la création d'une adresse mail générique de contact.

Les salariés sont informés de l'utilisation qui est faite de leurs données personnelles par le biais d'une note d'information transmise avec le dossier d'embauche.

Christophe MAUFOUX  
Le Gérant



**INEO INFRACOM SNC**  
Société en nom collectif au capital de 104 160,00 euros  
Siège social : 72 avenue Raymond POINCARE  
21000 DIJON  
RCS DIJON 409 867 942

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE  
EN DATE DU 30 AVRIL 2021**

.....  
DEUXIÈME RÉSOLUTION

Des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ressort

Un bénéfice net après impôts de	7 195 333.71€
Augmentée du report à nouveau	69 502.23 €
Fait ressortir une somme disponible de	7 264 835.94€

Nous vous proposons la répartition suivante aux actionnaires avant fusion.

Dividende de l'exercice Versé aux 6944 parts sociales	7 264 805.67 €
Le solde à reporter en à nouveau	30.27 €

Si vous approuvez cette répartition, le dividende de l'exercice 2020 s'élèvera à 1 046.20 € par part sociale. Ce dividende n'ouvre plus droit à aucun avoir fiscal.

Nous vous rappelons ci-après les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre de Parts	Dividende par part	Abattement fiscal
2019	6944	1 022.47 €	Néant
2018	6944	1 036.86 €	Néant
2017	6944	978.52 €	Néant
2016	6944	947.87 €	Néant

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

.....

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



Le Gérant